

Service Risques Naturels et Technologiques
Centre administratif Paglia Orba - Lieu dit la croix
d'Alexandre - Route d'Alata
20090 Ajaccio

Ajaccio , le 22 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ANTARGAZ

Lieu-dit Ricanto
20000 AJACCIO

Références : SRNT/MB/2022-128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement ANTARGAZ implanté Lieu-dit Ricanto 20000 AJACCIO . L'inspection s'est déroulée de manière inopinée et n'a donc pas été annoncée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site ANTARGAZ est une installation SEVESO seuil Haut, dont la Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) est en cours de finalisation.

Avant d'engager la procédure d'enquête publique sur ce PPRT, une action de contrôle sur la sûreté du site ainsi que sur le plan de secours a été menée.

Il s'agissait de vérifier notamment de la rapidité de l'intervention de l'astreinte ANTARGAZ , hors des périodes ouvrables du site, lorsque cet établissement est mis sous télésurveillance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- Lieu-dit Ricanto 20000 AJACCIO
- Code AIOT dans GUN : 0007300010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

ANTARGAZ est un centre de stockage et distribution de propane et butane

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
POI	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI inopiné du 15 mars 2022 avait pour but de tester la rapidité d'intervention de l'astreinte ANTARGAZ hors des périodes ouvrables (le POI a été déclenché vers 21 heures). Le déroulement de l'exercice est satisfaisant mais a soulevé et des axes d'amélioration notamment sur le train d'appel ainsi que sur la sûreté du site (renforcement des dispositifs anti-intrusion, écalirage de nuit..)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, temps d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"En dehors des heures d'exploitation, l'exploitant met en place une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance. En cas de détection de gaz ou de flamme, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.</i></p> <p><i>L'exploitant définit par procédure les actions à réaliser par la ou les personne(s) compétente(s). Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;</i> - <i>les opérations prévues au II de l'article 7, la mise en service des dispositifs d'arrosage lorsqu'ils existent et la fermeture des organes de sectionnement permettant de réduire la quantité de gaz rejetée, lorsque ces actions n'ont pas été déclenchées automatiquement ;</i> - <i>l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;</i> - <i>l'accueil des secours extérieurs.</i> <p><i>Le délai d'arrivée sur site de la ou des personne(s) compétente(s) est de trente minutes maximum suivant la détection de gaz ou de flamme. Au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, qui nécessiterait de disposer d'une ou plusieurs personne(s) compétente(s) dans un délai moindre pour mettre en œuvre les actions nécessaires de mise en sécurité des installations, le préfet peut réduire ce délai par arrêté préfectoral.</i></p> <p><i>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.</i></p> <p><i>L'exploitant tient à la disposition des services de secours extérieurs les informations relatives au mode de surveillance mis en place ainsi que tout élément issu de l'étude de dangers du site leur permettant de définir leur plan d'intervention".</i></p>
<p>Constats : Le site d'ANTARGAZ fait l'objet d'une télésurveillance hors des périodes ouvrables. Afin de tester les conditions d'intervention lors de ces périodes, il a été mené par la DREAL, un exercice de déclenchement de POI inopiné, le 15 mars 2022 à partir de 21heures.</p> <p>La chronologie des événements est reprise ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la DREAL appelle à 21h 05 l'astreinte d'ANTARGAZ pour lui signaler une détection de gaz sur le site. - l'agent d'astreinte (M.MAINETTI) arrive sur site à 21h20 soit 15 minutes plus tard. - la DREAL indique que l' accident en cours est la fuite de gaz par une soupape sur le réservoir n°3 - la DREAL indique aussi une défaillance électrique ne permettant pas l'ouverture automatique du portail d'accès au site. - M.Mainetti décide d'entrer par le portail personnel (ouverture magnétique) - M.Mainetti fait une levée de doute sur la supervision et décide de déclencher le POI de l'établissement. - M.Mainetti lance le train d'appel vers 21h30. Pour l'exercice il lance le train d'appel en mode "exercice POI". <p>Des discussions s'engagent avec l'inspection sur les actions qu'auraient engagées M.Mainetti dans l'attente de l'arrivée des secours.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de l'exercice est décidée : train d'appel de fin d'exercice à 22h30
<p>Observations : Les observations positives découlant de l'exercice POI inopiné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrivée sur site du cadre d'astreinte est intervenue en 15 minutes soit inférieur au délai de 30

minutes maximum prévu par l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 modifié relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques

- l'agent d'astreinte a la possibilité de lancer le POI à distance via son téléphone portable, soit avant son arrivée sur le site.
- l'agent d'astreinte peut juger de la situation à distance via les caméras disposées sur son site (malgré l'éclairage faible).

Les observations qui devront faire l'objet d'une correction à la suite de l'exercice POI inopiné, sont :

- la version papier du POI transmis à la DREAL en juin 2021 n'est pas à jour. Il manque les numéros de portable du train d'appel.

- le train d'appel automatique avec tous les médias (mail, sms, fax et portable) ne semble pas avoir fonctionné pour le déclenchement de l'exercice sur certains appareils. Les gendarmes et les CRS ont bien reçu l'appel.

- le train d'appel POI (ainsi que le POI lui-même) doit être corrigé pour tenir compte des correspondants DREAL suivants :

- astreinte DREAL : 06 18 14 15 18 (téléphone + SMS) + mel astreinte.dreal-corse@developpement-durable.gouv.fr

- tel BELLIER MARC : 06 18 47 55 36 (téléphone + SMS)

- tel THOMAS Patrick : 07 64 78 97 08 (téléphone + SMS)

- tel COURTY Olivier : 06 82 36 82 26 (uniquement SMS).

- ANTARGAZ s'est engagé dans une démarche proactive avec les pompiers afin de proposer des fiches d'évacuation aux gendarmes et CRS dès le lancement du POI. Ces fiches seront transmises à l'inspection dès leur finalisation.

- le site reste vulnérable au niveau du stockage des bouteilles vides notamment au regard des actions malveillantes (voitures béliers pouvant facilement traverser le grillage). L'exploitant s'est engagé à mettre en place des dispositifs anti intrusion.

- en cas de défaillance électrique totale sur le site, l'entrée doit rester possible avec la bague d'accès.

- afin d'avoir une meilleure vision du site, il est demandé que l'agent d'astreinte d'Antargaz ait la possibilité de déclencher l'éclairage du site depuis son portable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale